

«Nouvelle Époque»

bulletin militant – No 2. avril-mai 2013

LE MONDE À L'ENVERS

La droite a toujours fait corps avec le pouvoir, considérant que c'était «sa» propriété privée. Pour elle, la gauche au pouvoir, c'est quelque chose d'immoral, de contre nature...

En 1981, c'était la peur des chars soviétiques sur les Champs Élysées. En 2002-2007, c'était la charge contre l'héritage de Mai 68. A la veille des élections, c'était «la gauche a gagné en 1997 par effraction», «menace de guerre civile en cas de victoire» sans compter les agressions à l'égard des journalistes pendant la campagne électorale...

Puis, lors du débat sur la loi le mariage pour les personnes de même sexe, c'est tout une «Génération réac » qui a occupé la rue. Des bobos homo compatibles dans le style de Frigide Barjot aux authentiques catholiques intégristes en passant par les conservateurs de tous poils de l'UMP au Front national sans oublier les nuques rasées de l'UNI ou du Bloc identitaire. Retournant à leur avantage les slogans scandés par la gauche pendant 30 ans, se servant des enfants comme des boucliers humains, cherchant l'incident sachant que les images allaient buzzer, ils ont tenté un «Printemps français». Si les mots ont un sens, ces gens dont les parents ont probablement versé une larme à l'annonce de la mort de Thatcher, considèrent donc qu'Hollande, Ben ou Moubarak c'est pareil...

C'est un peu le monde à l'envers avec la gauche en défense de l'ordre démocratique face à la subversion réactionnaire...

Ces réacs qui ont le vent en poupe dans le reste de l'Europe. En Bulgarie où le GERB, le parti au pouvoir met les gens sur écoute. En Hongrie où les attaques en règles d'Or-

ban contre la démocratie restent impunies. Ils appartiennent tous au même parti, le Parti populaire européen qui a gouverné avec le soutien de l'extrême droite au Danemark ou aux Pays-Bas avant d'être battu... En France leurs représentants sont l'UMP et en Allemagne, la CDU-CSU de madame Merkel.

Il s'est trouvé des socialistes qui trouvent que c'est «germanophobe» de critiquer Merkel. Ils ne se rendent probablement pas compte du service qu'ils lui rendent !!

Si l'Europe est dans cet état c'est à cause de la politique des droites européennes. Celles-ci asphyxient la Grèce, l'Espagne ou le Portugal dont le président pourtant conservateur critique lui aussi la politique de Merkel.

C'est cette droite que nous voulons combattre, et ceci d'autant plus qu'elle a tourné le dos à l'Europe.

Le couple franco-allemand n'est pas un objet d'adoration. C'est un outil politique et en politique, la confrontation est essentielle surtout si nous préférons comme Martin Schulz, une Allemagne européenne à une Europe allemande. Voilà pourquoi nous souhaitons la victoire du SDP en septembre prochain.

Il faut remettre le monde à l'endroit et refaire du combat pour la justice, le moteur de l'Histoire. Cela passe par la défaite des droites européennes. Une tâche à laquelle toute la gauche doit travailler.

□

Questions à la gauche

PROBLEMES D'ORGANISATION DE LA JEUNESSE

La victoire de François Hollande le 6 mai dernier pose un problème politique à la jeunesse socialiste organisée car celle-ci se retrouve « du côté du pouvoir » dans la mesure où en principe celui-ci lui est favorable. Ce qu'on sait moins, c'est que pour la première fois depuis les années 60, l'essentiel des organisations est dirigée par des membres du même parti, mieux, de la même sensibilité. Pour quelle efficacité ? Quels buts aujourd'hui ?

« *Oui nous saurons vaincre ou mourir* ». Quel jeune militant de gauche n'a jamais entonné ces paroles de la *Jeune Garde*, au détour d'un collage ou lors de la préparation d'un hypothétique grand soir ? Précédés par la belle promesse « *nous sommes les gars de l'avenir* », ces paroles sont-elles révélatrices de l'état d'esprit des jeunes responsables politiques d'aujourd'hui ?

Les organisations de jeunesse ont changé de nature car les temps ont changé. Mais elles vivent à l'ombre des mythes anciens. Ces temps glorieux où « l'Histoire nous mord la nuque » comme disait Daniel Bensaïd... Né pendant la guerre, ayant à vivre la Guerre d'Algérie, les bastons contre les fachos, vibrer pour les grandes causes internationales, croire en l'imminence de la révolution et y travailler, la vivre par procuration quand elle éclate en Amérique latine, se mobiliser contre le racisme, le Front national, la mondialisation libérale... Être jeune en politique c'est être radical, pressé, intransigeant aussi bien dans la défense de ses idées que dans celle de ses intérêts... Il fut un temps où la JC et l'UEC étaient les organisations de jeunesse les plus attractives de leur temps. Puis ce fut « bien » d'avoir eu une jeunesse d'extrême gauche ou dans des organisations qui rayonnaient en leur temps comme SOS racisme ou le Manifeste contre le Front national sans parler par l'Unef-ID qui forma de nombreux cadres. Mais les temps ont changé et pour un jeune socialiste, il y a aussi le MJS. Vieux comme le PS, mais autonome depuis 20 ans. pourtant en 20 ans, d'autonomie le MJS n'a toujours réussi à surmonter ses contradictions.

La plupart des membres du MJS prônant l'autonomie de leur mouvement, il peut donc paraître surprenant que l'organisation de jeunesse la plus attachée à sa cette « autonomie » soit en même temps celle qui fournit le plus d'opportunités à ses membres d'occuper des responsabilités partisanes.

Les statuts fondateurs de 1993 du Mouvement des Jeunes Socialistes ont en effet conservé et solidifié la représentation spécifique des membres du MJS parmi les instances du PS, qui existaient depuis 1969, avec voix consultative, puis dès 1980 de plein droit. On va du responsable de groupe siégeant dans la Commission Administrative de la section PS de la même zone géographique au président du MJS siégeant au Bureau National du parti. Tout est donc fait pour inciter à la prise de responsabilités parmi les aînés.

Dépasser les frontières et les clivages, telle pourrait être l'ambition de la plupart des jeunes responsables politiques. Or le constat est tout autre. Un seul courant du PS contrôle le principal syndicat lycéen, le principal syndicat étudiant, la principale mutuelle étudiante et le MJS, mais les lignes n'ont jamais bougé depuis une dizaine d'années et presque aucun leader n'a émergé de façon durable. Même si les termes ne renvoient pas à la même lutte, mourir, du moins idéologiquement, prend le pas sur vaincre et il devient de plus en plus difficile d'affirmer que ces jeunes sont les gars de l'avenir.

Dès 1997, la question de la pluralité fut proposée à l'ordre du jour de l'organisation puis celle de l'utilité. Si le MJS est parvenu, tardivement à y répondre, sa démocratisation s'arrête là où commencent les intérêts de sa direction. Mais cette hégémonie sans partage et sans concurrence a fatalement débouché sur un vide aujourd'hui comblé par des rivalités et des tensions de plus en plus perceptibles, même si elles ne menacent en rien la situation globale.

En 2006, le gouvernement De Villepin eut la merveilleuse et libérale idée de vouloir précariser les jeunes en leur proposant un Contrat Première Embauche. S'en est suivi le mouvement anti-CPE, rassemblant des millions de manifestants dans toute la France. Il a contraint le premier ministre d'alors

à annuler un voyage pour parler au pays, Sarkozy a même écourté une de ses rares visites aux Antilles...

Le mouvement anti-CPE fût donc d'autant plus la grande épreuve pour Dominique de Villepin, qu'il battit le record de longévité pour une de la jeunesse scolarisée. Il durera nettement plus longtemps que les mouvements de 1968, 1973, 1976, 1986 ou encore 1995. Pendant l'hiver 2006, les réunions à 20 étudiants d'extrême gauche devinrent très vite des AG à plus de 1000 étudiants par fac. 86 universités furent bloquées par et pour les jeunes grévistes. Les amphithéâtres se politisaient de jour en jour et devenaient essentiellement animés par des organisations « tenues » par les socialistes sans jamais se faire déborder par l'extrême gauche ou les anarchistes et cela, malgré leurs efforts. Le mouvement contre le CPE a eu un caractère historique dont la portée n'a pas encore été prise en compte : ces jeunes, alors à l'avant-garde sur un combat hautement politique, ont vu leurs efforts au final dénaturés. Probablement parce que ses principaux leaders ont déjà été absorbés par les appareils politiques sans que leur contribution permette de nourrir de quelque manière que ce soit les débats politiques à gauche. A une exception près, Caroline de Haas, l'ancienne secrétaire générale de l'UNEF, qui mit ses talents militants au service de la cause féministe avec une approche que l'on peut ne pas partager mais avec une efficacité que l'on ne peut nier.

Chercher une explication à cela peut revenir à analyser les formes de militantisme des responsables nationaux des organisations de jeunesse et à comprendre comment, dès leur accession aux couloirs de Solférino ou du boulevard de la Villette, ils sont conditionnés pour être des machines au service de leur orga, tout en s'éloignant progressivement du terrain. Ils croient à un avenir doré. La réalité est toute autre. Les jeunes anonymes, les cadres locaux et certains suivis d'AGE ou de fédérations sont au quotidien sur le terrain au contact des jeunes, des étudiants et des précaires. Ils comprennent, et comment oser croire le contraire, que la jeunesse n'est pas une et indivisible et que ses aspirations sont nombreuses. A *contrario*, les mentors nationaux, ayant touché au graal, peuvent se contenter de contrôler le militantisme à distance. A distance... oui oui.

Il ne faut, pour autant pas les blâmer. Cela a existé,

perdure et réussit quasiment à chaque fois : on leur explique que le fonctionnement a toujours été identique. Ceux-là même qui leur inculquent cette paresse militante, se sont-ils, ne serait-ce qu'une seule fois, posé la question de la gestion de ces orgas dans la seconde partie du 20ème siècle ?

Tout est fait pour la glorification des jeunes dirigeants sur une courte période, mais rien n'est fait pour leur permettre de s'intégrer de manière durable dans la sphère professionnelle ou politique. La chute est souvent douloureuse après quelques années et les badges rouges de l'Assemblée nationale peuvent devenir le quotidien. Sortir un leader politique pour le plaisir d'avoir un nouveau leader n'est heureusement pas une fin en soi, mais notre classe politique a besoin de renouvellement, de rajeunissement. C'est cette confusion qu'ils ont créée et qu'ils entretiennent.

L'éloignement du militantisme n'est pas la seule explication à ce non renouvellement. Il faut bien être conscient que les organisations de jeunesse sont aussi et surtout, de moins en moins capables d'être la jeune garde éclairée et propositionnelle de leurs aînés. Dépénalisation du cannabis, allocation d'autonomie, mariage pour tous, telles étaient les propositions phares des organisations de jeunesse d'il y a dix ans. Il existait un net fossé entre celles-ci et les partis politiques. Aujourd'hui, dépénalisation du cannabis, allocation d'autonomie, mariage pour tous sont les propositions phares des organisations de jeunesse, sans aucune différence idéologique avec leurs aînés : nous sommes face à une accablante incapacité à être les jeunes fous pleins d'avenir sans vouloir devenir les jeunes loups qui évitent le conflit.

Outre les responsables politiques, des centaines de milliers de jeunes commencent à s'intéresser à la chose publique. On adore déclarer l'acte de naissance d'une génération politique mais nous faisons partie de ceux qui ne croient pas dans les générations spontanées. Cela dit, cette jeunesse va rentrer en politique. Elle ne va pas s'arrêter là. Elle ne va pas se laisser séduire comme ça. Elle est consciente qu'elle peut faire plier les gouvernements. « *Tant pis si la lutte est cruelle. Après la pluie, le temps est beau* ».

Julien Parelton

Economie politique

UN GÂTEAU À PARTAGER ÉQUITABLEMENT : LA VALEUR AJOUTÉE

La valeur ajoutée est un concept économique difficile à appréhender car elle est dure à mesurer. Elle détermine pourtant le volume du « gâteau » à partager entre le travail et le capital. Ce partage est essentiel à analyser car il est le reflet des relations économiques entre travailleurs (ceux qui détiennent une force de travail) et investisseurs (ceux qui détiennent le capital). À ce titre, l'organisation du marché du travail est un élément important. Preuve qu'il faut aussi analyser les réformes actuelles en ayant en tête ses possibles conséquences sur ce partage.

La valeur ajoutée et son exégèse

Pour beaucoup, la part du salaire dans la valeur ajoutée est un élément déterminant de l'analyse politique. Elle reflète la rémunération du travail et figure en ce sens la place faite à l'humain dans une société. Le travail tout autant que la valeur ajoutée qu'il génère, ont été et restent un marqueur politique important. Par la mesure de la valeur ajoutée et la manière dont elle est redistribuée entre capital et travail, on croit généralement pouvoir en tirer une analyse politique manichéenne entre la part qui rémunère l'humain et celle qui rémunère la machine.

Les tenants de la théorie de la valeur marxiste utilisent ainsi la distinction entre salaires et profits pour distinguer la part de la valeur ajoutée constituée de la rente liée à la propriété de l'outil de production. Ils considèrent que le profit est subtilisé au travailleur. Celui-ci étant la part de la valeur ajoutée rémunérant le capital, il est nécessairement détenu par les capitalistes, exploiters de la misère des travailleurs. Leur analyse affirme en général que la part rémunérant les salaires a sensiblement diminué depuis les années 1980. L'explication en serait fort simple : les rapports de force auraient été en défaveur des travailleurs ; sous la pression capitaliste, on accroît la rente liée au capital.

En réalité, cette baisse est directement liée à une situation de crise passée : la spirale inflationniste de la fin des années 70-début des années 80. L'indexation sur l'inflation des salaires et des retraites a alors contribué à autoalimenté de cette spirale. La hausse des salaires n'était que la conséquence d'un pouvoir d'achat sans cesse rogné par une hausse permanente des prix. Depuis lors, la part

des salaires est relativement constante, Légèrement inférieure au niveau précédemment connu pendant les crises des années 1970.

Une analyse à nuancer

Cette analyse mérite quelques nuances car l'étude de la valeur ajoutée nous apprend autre chose sur les problèmes liés au marché du travail. La rémunération du travail contient outre les salaires, les cotisations sociales patronales et salariales. Or celles-ci ont beaucoup augmenté en raison du système de protection sociale de qualité et couvrant une large part de la population. Mécaniquement, cette hausse accroît les salaires. Aussi la dynamique de la part des salaires dans la valeur provient en partie du financement choisi du système de protection sociale.

Cependant d'autres facteurs plus malheureux expliquent cette évolution.

Le premier tient à ce que l'augmentation de valeur ajoutée a, elle-même, eu tendance à ralentir. Or c'est en partie la croissance de l'économie qui détermine les salaires, puisque dans les négociations qui lient les syndicats et le patronat, la question de la croissance du PIB est un élément clef de la discussion. De fait, lorsque le PIB croît lentement, les salaires ne peuvent augmenter beaucoup plus vite ou alors sur une période de temps relativement courte.

A cela s'ajoute un effet de structure des salaires. On constate en effet une hausse plus importante des CDD et cela modifie l'évolution globale des salaires Car les salaires des contrats précaires augmentent moins vite que les salaires des contrats pérennes.

Les CDD et temps partiels pénalisent donc la hausse globale des salaires.

Ainsi, si la part des salaires dans la valeur ajoutée est constante, cela est probablement autant dû à la hausse des dividendes versés aux capitalistes et des cotisations sociales, qu'à la baisse du taux de croissance de l'économie et à la dégradation des conditions de l'emploi.

La question des salaires cristallise bon nombre de problèmes actuels. Elle porte autant sur le marché du travail que sur le financement de l'économie (la rémunération liée au capital) et de la sécurité sociale. Certains estiment aujourd'hui qu'il faut réduire la part des dividendes des uns pendant que d'autres veulent réduire les « charges » sociales. On entend aussi certains camarades en appeler à un socialisme de l'offre.

Les solutions ne sont évidemment pas aisées à formuler. Si la croissance était plus forte, le problème serait bien entendu partiellement résolu. La réduction des cotisations sociales remettrait en cause l'idée selon laquelle le travail est capable de subvenir aux besoins immédiats (consommation, investissement des ménages) mais aussi futurs ou potentiels (assurance contre la maladie, pension des retraités). En outre, l'argent économisé sur les cotisations devrait être compensées par

d'autres ressources qu'il reste encore à trouver.

Aucune de ces solutions ne semblent donc être à portée de main. Trop difficile, trop irréaliste, trop naïve.

Ne reste plus que la réduction de l'emploi précaire. Cela, la réforme du marché du travail devrait y aider. C'était du moins l'objectif affiché du gouvernement : renchérir le coût des CDD et temps partiels. Il reste à voir si cet effort est suffisant et s'il ne se fait pas au détriment des salariés, voire de l'emploi. A ce sujet, quelques mesures prévues peuvent être sujette à caution. Ainsi les accords de maintien dans l'emploi devraient permettre aux entreprises « confrontées à de graves difficultés conjoncturelle » de négocier baisses du temps de travail et des salaires et permettre le licenciement en cas de refus de signature. Idem en cas de refus de mobilité interne à l'initiative des entreprises.

C'est à cela que nous devrions être attentifs : assurer les conditions de subsistances de tous pour tous les horizons en même temps que réunir les conditions de création de valeur ajoutée qui ne se fera pas sans travail.

Romain Wolf

Féminisme

DES SOUTIENS GORGES BRÛLÉS AUX HOOLIGANS DU FÉMINISME

L'irruption des Femen sur la scène politique et médiatique française a produit le résultat escompté par ces activistes : appliquer un électrochoc à une société de l'image qui est à la fois plus progressiste qu'on le pense et plus réactionnaire qu'on le croit tant elle se satisfait d'indignations consensuelles parfois. Provocations, blasphèmes, agression visuelle, le mouvement Femen ringardise les plus radicales des féministes françaises. Mais l'état de la question justifie-t-il la radicalité des moyens ?

Les Femen françaises sont-elles allées trop loin ? Plusieurs militantes de l'association féministe jettent l'éponge. Elles refusent de cautionner l'une des dernières actions en date. Trois Femen ont brûlé un drapeau salafiste devant la Grande Mosquée de Paris, le 3 avril dernier, pour dénoncer les atteintes aux droits des femmes dans les pays arabo-musulmans. Dans la foulée, une demi douzaine d'adhérentes ont décidé de quitter l'association qui ne

compte que quelques dizaines de membres actifs en France.

« *Les musulmans semblent éprouver un sentiment de puissance virile à voiler leurs femmes, et les Occidentaux à les dévoiler* » écrivait l'essayiste marocaine Fatema Mernissi en 2001 dans *Le Harem et l'Occident*.

C'est en mars 2012, à Paris, place du Trocadéro, que les Femen Françaises sont apparues. A moitié nues sous leur cape « façon burqa », une dizaine d'entre elles se sont mises à scander en chœur : « Allah has created me naked » (« Allah m'a créée nue »). Parmi elles, plusieurs « Françaises d'origine », tatouées « no charia ». Les Femen « bleu-blanc-rouge » étaient nées, l'islamisme en ligne de mire.

Deux documentaires leurs sont consacrés. L'excellent documentaire de Caroline Fourest consacré à ce collectif né en Ukraine et *Aliaa, la révolutionnaire nue*. Ce dernier documentaire nous a rappelé ces images insupportables de femmes manifestant sur la Place Tahrir au Caire, poursuivies, violentées, frappées, violées parmi la foule. Le 30 juin dernier, Clarie Talon écrivait dans *Le Monde* : « Le scénario est toujours le même : une femme, place Tahrir, vers la fin de l'après-midi, un jour de manifestation. Elle est égyptienne, ou non, voilée, ou pas. Journaliste parfois, souvent militante. Elle se fraie un chemin dans la foule compacte et chamarrée en compagnie de camarades ou de collègues comme elle transportés par la liasse. Soudain, tout bascule. En quelques secondes, le bain de foule tourne au viol collectif. Les mains d'abord, par dizaines, s'abattent brusquement sur son corps. La femme réalise alors qu'elle est encerclée par des dizaines d'hommes qui la séparent de force de ses compagnons. Projetée à terre, elle voit ses habits arrachés, sent des doigts s'immiscer en elle malgré ses hurlements de terreur. Autour, la meute grossit. Une foule d'hommes se bousculent en hurlant, tendant leurs bras pour mieux la toucher ». Le 6 février dernier, la correspondante de France Inter en Egypte, Vanessa Descouraux s'insurgeait sur Twitter « Le féminisme, c'est ces femmes qui ont défilé dans les rues du Caire, pas les Femen ! Et sur ces femmes-là, je vois peu de documentaires TV ».

Lorsque les Femen scandent à moitié nues, Place du Trocadéro par un froid de gueux, on ne peut s'empêcher de penser et d'écrire qu'au final au pire elles risquent une bonne bronchite.

Ce n'est pas le happening qui nous choque chez les Femen, pas plus que leurs seins nus comme arme de médiatisation massive. Clémentine Autain le rappelait récemment « le happening, c'est (notre) culture. De la suffragette Huberine Auclert,

qui renversait les urnes lors des élections municipales de 1910 pour que les journaux de la IIIème République puissent avoir leurs photos trash à la Une, aux militantes du MLF qui balançaient du mou de veau dans les meetings des anti-avortements dans les années 70 (...)».

Les Femen sont radicales, excessives, brutales. Aussi trash dans leur tenue que cash dans leur propos. L'outrance et la violence sont leur terrain de jeu. Leur mode d'action, celui de monter des coups était aussi celui de l'association Act Up dans sa lutte contre le sida. Mais encore faut-il que derrière les « coups », il y ait un fond politique solide et bien pensé qui leur donne du sens. Or, dans le cas des Femen, c'est peu de dire que le discours ne suit pas. Quand il ne se révèle pas franchement désastreux. L'une d'entre elles se présente dans le documentaire de Caroline Fourest comme une « Hooligan du féminisme »... Inna Chevchenko déclarait au *Guardian* : « le féminisme classique est une vieille femme malade qui ne marche plus. Il est coincé dans le monde des conférences et des livres ». Bam ! Safa Lebdi la première à rejoindre la branche française de Femen (elle a désormais pris ses distances ainsi que Loubna Méliane) déclarait en 2012 : « Ni Putes Ni Soumises s'est coupé de sa base, Osez Le Féminisme se perd dans des combats d'un autre temps et la Barbe se limite à des questions de genre. Nous, on veut occuper le terrain du féminisme populaire que les autres mouvements ont délaissé ». Re Bam ! S'agissant du féminisme populaire l'intention était louable.

Si l'anticléricalisme radical du collectif se comprend sans peine compte tenu du poids de l'Eglise orthodoxe dans la vie publique ukrainienne, ses porte-parole ont tendance à en franchir le cadre lorsqu'il s'agit de l'islam. L'une des fondatrices du mouvement, Anna Hutsol, a ainsi flirté avec le racisme en déplorant que la société ukrainienne ait été incapable « d'éradiquer la mentalité arabe envers les femmes ».

De nombreuses féministes leur ont déjà indiqué que, plutôt que d'affirmer la supériorité de la nudité, il vaudrait mieux défendre la liberté des femmes à s'habiller comme elles le souhaitent. Mais les Femen détiennent la vérité : « on ne va pas adapter notre discours aux dix pays où s'est implanté le groupe. Notre message est universel ».

La chercheuse Sara Salem a reproché à l'étu-

diante égyptienne Aliaa El-Mahdy son alliance avec les Femen : « Si le geste de se déshabiller sur son blog pouvait être vu comme un moyen de défier une société patriarcale, il est problématique qu'elle collabore avec un groupe qui peut être défini comme colonialiste ».

Asma Guenifi, présidente de Ni putes ni soumises « salue le courage des Femen et leur combat en Ukraine » mais elle « doute qu'il s'agisse d'une cause transposable à la France », soulignant que « la mixité est absente du discours des Femen, qui repose sur la misandrie (rejet des hommes), ce qui est en contradiction avec nos valeurs ».

L'éminence grise des Femen est un homme. Viktor Sviatski qui passe pour un gourou. De là à percevoir les limites de la radicalité...

Toute la question que pose le «Femenisme» est assez simple : elles renouent avec une culture coup de poing qui ravit les nostalgiques qui regrettent l'embourgeoisement du mouvement de la cause des droits des femmes qui a changé de nature. Mais la France n'est pas l'Ukraine et le féminisme dans le monde arabe veut démontrer qu'il est possible de réaliser l'égalité hommes femmes dans des pays de culture musulmane.

Comme on pouvait le lire dans la contribution «Pour un féminisme solidaire» présentée au Congrès de

Toulouse du Parti socialiste : « le féminisme est par essence une idée socialiste dans la mesure où il conteste la société jusque dans ses fondements ou ses représentations les plus intimes. Le féminisme, en faisant de l'être humain de sexe féminin un sujet social et politique, est venu percuter un ordre des choses ancestral qui s'articulait naturellement avec les autres formes d'aliénation que le mouvement ouvrier a analysées puis combattue.»

Le premier texte majeur du féminisme socialiste, on le doit au théoricien du SPD, August Bebel, qui déclarait à la fin du 19e siècle « Les hommes, pris en grande majorité, ne voient dans la femme qu'un instrument de profits et de plaisirs; la considérer comme leur égale en droits répugne à leurs préjugés. (...) [Mais] aucun sexe, pas plus qu'une classe n'est fondé à imposer ses limites à l'autre sexe ou à une autre classe. » Ce texte dont se réclame Anna Hutsol, prévoyait les luttes des années 60 et 70, mais il rappelait que l'émancipation des femmes se réaliserait dans l'émancipation des travailleurs. Voilà pourquoi, comme les mouvements d'indignés, la question du débouché reste posée, mais le mouvement Femen n'y apporte pas (encore) de réponse. S'il est juste d'inciter à détruire une société injuste, il est essentiel de dire quel monde on veut construire.

Karine Gautreau

**Nouvelle
Époque**

Retrouvez-nous sur le web : nouvelleepoque.typepad.com
écrivez-nous à newsnouvelleepoque@gmail.com
et sur twitter : @NouvelleEpok